

PAR ANDRÉ EINAUDI



PDG d'Ortec,
initiateur du
« Club des entreprises
de France »

Recruter et former

Le projet EDF de « grand carénage » et les incidences de Fukushima représentent plusieurs milliards d'euros d'investissement. Les capacités industrielles à mettre en œuvre entre 2013 et 2025 sont très importantes et, pour y répondre en matière d'effectifs et de talents, les grands acteurs du nucléaire ont choisi une démarche coordonnée au sein du « Club des entreprises de France ».

Entre une catastrophe, celle de Fukushima, que personne ne veut voir se reproduire, et un parc nucléaire qui doit préparer durablement son avenir, EDF est amenée à multiplier les nouveaux contrats. Pour les industriels sollicités, l'enjeu majeur reste celui du recrutement et de la formation qu'il faudra mener pour répondre avec excellence à ces missions. C'est ce qui a conduit à l'initiative d'un club fédérant les entreprises du secteur confrontées au même défi.

Des enjeux de taille

Les appels d'offres lancés dans le cadre des audits post-Fukushima comme du « grand carénage » conduisent à des contrats se chiffrant en millions d'euros : mise en place de DUS (Diesel ultime secours : groupes électrogènes capables de prendre le relais pendant soixante-douze heures dans les bâtiments étanches qui auraient besoin d'être noyés), modifications de tuyauterie et de gaines de ventilation, remplacement des générateurs de vapeur (RGV) sur les équipements de 900 MW et sur ceux de 13000 MW. Ces derniers contrats portent sur la période 2015-2018.

D'importants besoins humains

Ces contrats ne riment pas seulement avec croissance du chiffre d'affaires. Ils nécessitent aussi et surtout, pour être honorés, le recrutement de nouveaux collaborateurs. Une très bonne nouvelle au regard du marché de l'emploi qui ne cesse de faire grise mine, mais une lourde tâche pour les industriels. D'où la création d'un « Club des entreprises de France »,

REPÈRES

Après la catastrophe de Fukushima, le gouvernement français demandait un audit à l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) portant sur les risques d'inondation, de séisme, de perte des alimentations électriques et de perte du système de refroidissement, ainsi que sur la gestion opérationnelle des situations accidentelles. Il s'agissait de passer au crible 79 installations jugées prioritaires, dont les 58 réacteurs nucléaires exploités par EDF et le réacteur EPR en cours de construction. D'où d'importants contrats de modification des centrales, pour lesquels l'industrie française est sollicitée.

destiné à fédérer les principaux opérateurs du nucléaire, pour prouver à EDF et au gouvernement français que ces entreprises sont capables de relever les défis de l'après-Fukushima.

Des emplois attractifs

La durée des contrats conclus avec EDF et leur nature permettent de proposer au personnel recruté une gamme de métiers diversifiés et intellectuellement stimulants, avec des perspectives de mobilité interne et des ancrages régionaux également attractifs. C'est ce qui nous a amenés à mettre en place une cellule de recrutements spécifiques en investissant dans la formation des équipes. En effet, nombre de nouvelles recrues ne viendront pas du nucléaire et seront, bien sûr, formées aux exigences du secteur.

Recrutements à la chaîne

Dans la filiale nucléaire d'Ortec, on prévoit de recruter 500 personnes, à l'échéance 2015, dont 150 dès 2013. Il faudra des soudeurs, des tuyauteurs, des monteurs levageurs, mais aussi du personnel d'encadrement, des chefs d'équipes, des préparateurs, des chargés d'affaires, des chefs de projets, des directeurs d'agence, etc. Dans la filiale ingénierie, on embauche chaque jour deux à trois personnes expérimentées, notamment des profils d'ingénieurs.

**Prouver
que nos
entreprises
sont capables
de relever
les défis
de l'après-
Fukushima**



D.R.

Le site de Gravelines.

Des investissements en milliards d'euros

Le contexte clairement annoncé du projet EDF de « grand carénage » et les incidences de Fukushima, qui représentent plusieurs milliards d'euros d'investissement, vont modifier le paysage français en termes de besoins industriels à mettre en œuvre sur une période qui va démarrer dès 2013, et dont les dernières opérations seraient autour de 2025 avec une étape importante en 2018. La montée en puissance sera rapide tant en réalisations qu'en études. Cette visibilité est une chance pour les entreprises françaises. Elle est aussi un défi, et EDF peut s'interroger légitimement sur la capacité des acteurs du nucléaire français à faire face à la forte activité programmée. C'est pourquoi des industriels français, faisant le choix d'une démarche coordonnée en écho aux incitations du rapport Roussely, ont lancé un « Club France des entreprises du nucléaire ».

10 000 emplois en jeu

Pour répondre aux besoins exprimés par EDF, les industriels estiment qu'il y a 10 000 emplois à créer au total. EDF pense, si nécessaire, faire appel à des acteurs étrangers. Le club créé par les entreprises françaises du nucléaire vise à montrer que, si EDF leur donne suffisamment de visibilité, elles pourront recruter et former du personnel pour répondre à sa demande, en privilégiant ainsi les emplois français.

Un engagement à long terme

Sur la base d'une expression plus précise des besoins d'EDF sur la période, ces industriels se sont engagés à recruter et former des opérateurs spécialisés, techniciens et ingénieurs, en nombre suffisant, aussi bien dans le domaine

des études que dans celui des travaux. Les premières analyses confirment que des investissements humains importants vont être nécessaires. Plusieurs actions seront engagées sans tarder : offres d'emploi auprès d'écoles formant aux métiers du nucléaire, renforcement du compagnonnage, embauches et formation de personnes en recherche d'emploi, partenariats avec des entreprises locales, migration vers le

nucléaire de talents issus d'autres filières, communication pour valoriser la filière du nucléaire, etc.

Le « Club France des entreprises du nucléaire » a présenté son projet global aux principaux responsables d'EDF et à sa direction générale. Cette dernière s'est félicitée de « cet engagement aux côtés d'EDF qui fait face au défi de continuer à produire une électricité sûre, disponible, accessible et décarbonée ».

Préserver le jeu de la concurrence

L'engagement sur la capacité industrielle à réaliser cette charge, la garantie des délais et le niveau de prix cohérent (avec l'assurance de qualité requise) seront primordiaux. C'est clairement une des priorités des entreprises membres du « Club France des entreprises du nucléaire ».

Cette démarche n'empêchera en rien la libre concurrence et des approches différentes par ces entreprises sur la vie des affaires quotidiennes. Une fois ces engagements avec EDF mis en place, chacun sera libre d'organiser son activité seul ou *via* des schémas industriels spécifiques.

La France dispose du plus grand « parc de production nucléaire » d'Europe. Elle peut montrer au monde qu'EDF est capable d'assumer avec l'ensemble des industriels français la tâche de le rendre et de le maintenir toujours plus sûr et performant. ■

ORTEC, entreprise de services industriels dédiée à l'industrie, l'énergie et l'environnement, emploie 6 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 800 M€ réalisés dans 80 agences en France et 20 filiales dans 16 pays. Sa filiale Orys, spécialisée dans le nucléaire et l'énergie, rassemble 600 collaborateurs.

Nombre de nouvelles recrues ne viendront pas du nucléaire